

Le Nord du Mali au bord d'une nouvelle crise alimentaire

Bamako, Mali. Alors que l'appel pour le Sahel se tient le lundi 3 février 2014 à Rome, 11 organisations humanitaires tirent la sonnette d'alarme sur la situation alimentaire extrêmement critique dans le nord du Mali et appellent à une augmentation immédiate du financement de l'aide humanitaire d'urgence.

Plus de 810 000 personnes ont besoin d'une assistance alimentaire immédiate et au total ce sont environ trois millions de personnes dont plus de la moitié vivent dans le nord du Mali qui risquent de ne plus avoir de quoi manger dans les prochains mois, selon les résultats du Cadre harmonisé de Décembre 2013.

Les effets du conflit armé combinés à la crise alimentaire de 2012 dans le nord du Mali ont considérablement affecté les populations, limitant l'accès à la nourriture et aux moyens de subsistance des plus vulnérables. Les faibles récoltes de ces deux dernières années et le contexte sécuritaire toujours instable continuent d'aggraver la vulnérabilité des populations, préviennent ACF, ACTED, AVSF, CARE International, Danish Refugee Council, Handicap International, IRC, Plan International, Oxfam, Solidarités International et World Vision.

«Le nombre de personnes vulnérables victimes de cette crise alimentaire devrait doubler si les besoins identifiés ne sont pas couverts rapidement au moyen d'une réponse rapide et appropriée», a déclaré Franck Vannetelle, directeur d'Action contre la Faim au Mali. En Juillet 2013, un rapport du Programme Alimentaire Mondial (PAM) soulignait déjà que 75,2 % des ménages étaient en situation d'insécurité alimentaire dans les régions de Gao, Tombouctou, Kidal et Mopti. Cette proportion n'a cessé d'augmenter ces derniers mois.

La soudure agricole, période où les stocks alimentaires sont épuisés, devraient être précoces cette année. Les aléas climatiques, la faible disponibilité des stocks de céréales dans les ménages, les mauvaises récoltes dans certaines parties du pays et les dysfonctionnements des marchés ne font qu'aggraver la situation. Les éleveurs de leur côté n'ont pas été en mesure d'utiliser les pâturages et points d'eau traditionnels, mettant en péril la survie de leurs animaux.

Hélène Quéau, chef de mission pour Solidarités International au Mali dit que *« la volatilité du contexte sécuritaire accentue la pression sur les infrastructures et les services de base dans les zones plus sécurisées et limite le bon déroulement des activités économiques indispensables pour le relèvement des populations, les rendant vulnérables au moindre choc »*. Les gens adoptent des stratégies de survie qui les fragilisent toujours d'avantage, tels que l'émigration ou l'endettement systématique.

Les organisations humanitaires appellent donc à une **réponse rapide**. L'Appel d'urgence humanitaire des Nations Unies pour le Mali visant à couvrir les besoins humanitaires pour 2013 n'a été financé qu'à 55%. Les perspectives pour 2014 se révèlent déjà mauvaises avec une réduction drastique des contributions de certains bailleurs de fonds d'urgence et de développement. Pourtant, des moyens techniques et financiers plus importants sont nécessaires pour répondre à ce début de crise alimentaire.

Osseni Amadou, Coordonnateur Humanitaire à CARE International Mali affirme que *« l'assistance alimentaire et nutritionnelle dans les régions du Nord du Mali doit donc être renforcée en anticipant une soudure précoce en 2014 »*. Elle doit être associée à **un renforcement des capacités de la population à subvenir à ses propres besoins, mais aussi à se préparer et anticiper ce type de crise récurrente**. Il est également nécessaire de renforcer la collaboration avec les services de l'État.

Mohammed Coulibaly, le directeur d'Oxfam au Mali soutient que *« la réponse aux besoins humanitaires doit être combinée à une vision et un engagement pour la mise en œuvre de solutions durables. Il est essentiel d'investir dans des politiques agricoles et pastorales plaçant les exploitations familiales au centre des préoccupations gouvernementales et de la communauté humanitaire. De même il demeure impératif de s'attaquer aux causes profondes de la vulnérabilité, à travers la mise en place de politique de protection sociale et de réserves alimentaires nationales et locales. »*

Notes aux éditeurs

Le « Cadre Harmonisé d'identification et d'analyse des zones à risque et des populations en insécurité alimentaire » est un outil d'analyse consensuel initié par le Comité permanent inter-états de lutte contre la sécheresse dans le Sahel (CILSS) au début des années 2000» avec l'appui de la FAO, du PAM, de FEWSNET, d'Oxfam, Save the Children et ACF pour harmoniser les systèmes d'évaluation de la sécurité alimentaire dans le sahel et en Afrique de l'ouest. Il intègre l'Indice des Prix à la Consommation (IPC) de la FAO: instrument mesurant l'inflation des biens consommés par les ménages et classifiant la sévérité des situations d'insécurité alimentaire en 5 phases.

Les 11 organisations signataires de ce communiqué ont participé à la dernière rencontre du Cadre Harmonisé fin décembre 2013 à Bamako, impliquant une quarantaine d'acteurs opérant au Mali - gouvernement, société civile, organisations non gouvernementales et agences internationales. Les experts ont analysé les données actuelles relatives à la sécurité alimentaire et cartographié la situation en cours et fait une projection pour mars 2014.



Pour plus d'informations ou d'interviews, veuillez contacter:

Awa Faly Ba – Dakar – afba@oxfam.org.uk, +221 77 639 41 78

Vincent Tremeau – Bamako – vtremeau@oxfam.org.uk, +223 66 75 47 46

Francine Obura – Bamako – francine_obura@wvi.org, + 223 67 17 88 54

Adel Sarkozi – Rome – sarkozi@careinternational.org, +39 388439 1059

Renaud Douci – Paris – rdouci@solidarites.org, +33 6 98 96 58 35